

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Département du Bas-Rhin

Commune d'ODRATZHEIM

Procès-Verbal des délibérations du CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 16 janvier 2020

Convocation du 10 janvier 2020

Conseillers		Sous la Présidence de M. François JEHL, Maire
Élus :	11	
En exercice	10	
Présents	09	
Membres Présents :		Mme Pia PAIVA, Adjointe au Maire, M. René SCHEER, Adjoint au Maire
		Mme Marcelle WENDLING Conseillère municipale MM. Sten GUILLAUME, Clément HECKMANN, Thierry KUHN, Philippe SCHAHL, Raymond SCHUHMACHER Conseillers municipaux
Membre Absent :		Mme Stéphanie BOETSCH, Conseillère municipale - Excusée

02-20 : Droit de Prémption Urbain : Modification :

- Vu** le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.210-1, L.211-1 et suivants, L.213-1 et suivants, L.300-1, R.211-1 et suivants, R.213-1 et suivants,
- Vu** l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales
- Vu** la délibération 04/07 du Conseil Municipal en date du 18/01/2007 instaurant le Droit de Prémption Urbain,
- Vu** la délibération 01/20 du Conseil Municipal en date du 16/01/2020 approuvant la Révision du Plan Local d'Urbanisme,

Entendu l'exposé du Maire relatif à la nécessité de modifier le périmètre du Droit de Prémption Urbain suite à la révision du Plan Local d'Urbanisme :

- ↳ Le Droit de Prémption Urbain (DPU) est exercé en vue de la réalisation, dans l'intérêt général, des actions ou opérations d'aménagement répondant aux objets définis à l'article L 300-1 du Code de l'Urbanisme,
- ↳ Il peut être également exercé pour constituer des réserves foncières en vue de permettre la réalisation desdites opérations et actions d'aménagement,
- ↳ Il ne peut être instauré que sur les zones urbaines et à urbaniser délimitées par un Plan Local d'Urbanisme.

Suite à l'approbation du Plan Local d'Urbanisme, il est proposé au Conseil Municipal de procéder à une actualisation du périmètre d'application de ce droit en cohérence avec le zonage du nouveau document d'Urbanisme.

Considérant la nécessité de modifier le périmètre du Droit de Prémption Urbain,

Le Conseil Municipal, après en avoir débattu, à l'unanimité des Membres présents, décide :

- ↳ De modifier le périmètre du Droit de Prémption Urbain afin de le faire porter sur l'ensemble des zones U et AU du Plan Local d'Urbanisme conformément au plan joint à la présente,
- ↳ De donner Délégation au Maire pour l'exercice du Droit de Prémption Urbain,

Dit que :

- Le Périmètre du Droit de Prémption Urbain sera reporté sur un document graphique annexé au Plan Local d'Urbanisme,
- Un Registre des préemptions est disponible en Mairie,

- Cette délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois et d'une mention dans les deux journaux suivants :
 - Les Dernières Nouvelles d'Alsace,
 - L'Est Agricole et Viticole,
- Cette délibération, accompagnée du plan précisant le champ d'application du Droit de Prémption Urbain, sera transmise, conformément à l'article R.211-3 du Code de l'Urbanisme, à :
 - Madame la Directrice Régionale des Finances Publiques,
 - Monsieur le Président de la Chambre des Notaires du Bas-Rhin,
 - Monsieur le Président du Conseil Supérieur du Notariat,
 - Monsieur le Bâtonnier de l'Ordre National des Avocats près le Tribunal Judiciaire de Saverne,
 - Monsieur le Greffier en Chef près le Tribunal Judiciaire de Saverne.
- Cette délibération accompagnée du plan annexé sera transmise à :
 - Madame la Sous-Préfète chargée de l'arrondissement de Molsheim.
- La présente délibération sera exécutoire à compter de sa réception en Sous-Préfecture et de l'accomplissement des mesures de publicité visées ci-dessus.

Délibération certifiée exécutoire en vertu
De sa transmission le 20 janvier 2020
Et de son affichage le 20 janvier 2020

Le Maire
François JEHL

